



Interview avec Christoph Hörstel : Des puissances mondiales ont provoqué la ...



Quels sont les dessous du conflit ukrainien ? Que s'est-il passé ces dernières années, ces derniers jours, qui tire les ficelles ? Christoph Hörstel, spécialiste des questions de sécurité au Moyen-Orient, s'intéresse depuis des décennies à la situation mondiale, à la géopolitique et à l'agression impérialiste. Il s'est rendu à plusieurs reprises dans le Donbass. Dans cet entretien avec la chaîne autrichienne AUF1.TV, il dresse un grand tableau global et donne une vue d'ensemble permettant de positionner la situation actuelle. Il y est question de la mafia financière, des intérêts de la Russie et des États-Unis, du drame énergétique pour l'Europe, du rôle de l'Allemagne, des opérations secrètes de la CIA, de l'arme migratoire, de l'escalade des médias mainstream et de bien d'autres choses encore. L'interview a été enregistrée le 23 février 2022, quelques heures avant le début de l'opération militaire russe en Ukraine.

Stefan Magnet : La situation en Ukraine s'aggrave-t-elle ? Quelle est la gravité réelle de la situation ? C'est ce dont je parle aujourd'hui avec le journaliste et analyste Christoph Hörstel. C'est en effet un fin connaisseur de la situation géopolitique, et nous allons aujourd'hui examiner de près ce qui se cache réellement derrière ce conflit et ce qu'il y a à dire avec une vue globale à ce sujet. Bienvenue dans cette émission !

Cher Monsieur Hörstel, je suis heureux de vous entendre aujourd'hui. Bienvenue chez nous, sur Auf1 ! Merci de nous accorder un peu de votre temps !

Christoph Hörstel : Oui, merci, et mes meilleures salutations à l'Autriche ! Nous recevons aussi beaucoup de soutien de l'Autriche. Nous vous en remercions encore une fois !

Stefan Magnet : Nous voulons parler aujourd'hui de l'Ukraine. Nous avons prévu depuis longtemps de faire une interview. Au départ, nous voulions parler du Covid et de toutes les activités criminelles qui se cachent derrière. Maintenant, l'Ukraine s'est faufilée dans notre chemin. Je vais peut-être commencer par une question très générale. Est-ce que nous avons une courte pause Covid et que la mise en scène globale suivante ou la crise globale suivante arrive immédiatement ? Comment jugez-vous cela, que se passe-t-il en ce moment ? Peut-être pourriez-vous donner un bref aperçu à nos observateurs.

Christoph Hörstel : Oui, nous avons effectivement une sorte de... si j'utilise des mots tranchants, je parlerais d'un clavier d'extermination. Mais nous avons effectivement un clavier de possibilités dont dispose le pouvoir politique sur ce globe pour mettre les hommes dans la situation qu'ils veulent. Certains veulent manifestement les tuer, d'autres veulent leur nuire sur le plan de la santé. Les suivants veulent leur nuire économiquement, et dans tous les cas, ils veulent les opprimer. Ce sont également des thèmes très importants pour nos sociétés, et tout cela est mené en parallèle. Les groupes ne sont pas séparés, ils se recoupent naturellement. Et dans le cas du Covid, nous avons également une situation très difficile, parce que – et Auf1 s'y efforce de manière remarquable, j'ai pu le suivre ces derniers temps - il y a effectivement beaucoup de désinformation et les cercles d'opposition sont également divisés de manière habituelle. Avec le Covid, par exemple, le grand thème est

celui des virus. Nous n'arrivons pas à faire passer dans certains groupes politiques, que je qualifierais de critiques à l'égard des mesures, l'absence de preuves virales. C'est un point tout à fait décisif. Maintenant, il y a l'histoire de l'Ukraine et de la Russie. Nous n'arrivons pas à faire passer le fait qu'on ne peut malheureusement pas maintenir ici ce qu'on appelle l'équidistance, c'est-à-dire la même distance politique par rapport, disons, à Washington et à Moscou. Cela n'aide effectivement pas dans ce cas. Un coup d'œil sur la carte montre clairement quelle puissance s'est étendue en Europe au cours des 30 ou 40 dernières années. C'était clairement l'OTAN. C'était clairement contraire à l'accord, et nous en sommes là aujourd'hui. Et c'est pourquoi nous ne pouvons pas dire : « Ah, nous allons nous placer gentiment au milieu et voir ce que nous pourrions communiquer d'amical à gauche et à droite, à l'Est et à l'Ouest, à Washington et à Moscou ». Ce n'est pas approprié ici.

Stefan Magnet : Si nous revenons maintenant sur ce qui pourrait se cacher derrière ce conflit, nous arrivons aussi au Covid, car ils ont dit qu'il s'agissait d'un clavier d'anéantissement. Je trouve que c'est une bonne image - c'est bien sûr une expression forte, mais je pense que ce n'est pas exagéré, quand on voit tout ce qui est détruit. Parce qu'il n'y a pas que des vies qui sont détruites, il y a aussi l'économie qui est détruite, la prospérité qui est détruite, les ressources qui sont brûlées. Et nous assistons depuis quelques décennies - vous l'avez évoqué, nous y reviendrons en détail - au mot-clé 1990 et à l'élargissement de l'OTAN vers l'est - mais nous assistons depuis quelques décennies à un déplacement global des forces clairement au profit des États-Unis.

Après la Seconde Guerre mondiale, ils ont très habilement mis en place leur pouvoir mondial, c'est pourquoi vous et moi avons toujours parlé de l'empire américain, ils en ont toujours gonflé l'importance. Et maintenant on avait un peu le sentiment que ça s'était arrêté pendant deux ans. Car c'était la mise en scène mondiale du Covid, l'état d'urgence du Covid, et maintenant ça continue sans interruption. Dans les coulisses, comme vous me l'avez écrit depuis, les choses ont continué, l'expansion s'est poursuivie. Nous avons des conflits Est-Ouest. Qu'est-ce qui se cache derrière cette extension globale, peut-être encore une fois expliquée grossièrement. Quel est le but de tout cela ?

Christoph Hörstel : Nous devons réfléchir : Qui nous gouverne vraiment ? Moi, je le fais en politique en demandant simplement aux gens que je ne connais pas... Il y a cette fameuse question dans l'affaire du Covid : Avez-vous peur du Covid ? Celui qui en a peur n'est peut-être pas un interlocuteur valable, parce qu'il est en principe tombé dans le piège de la propagande. Et nous ne pouvons pas enseigner personnellement chacun et voir où nous pouvons intervenir auprès d'eux. Maintenant vient la question suivante : l'Allemagne est-elle vraiment gouvernée par les partisans de Scholz et Boris Johnson est-il vraiment au pouvoir en Grande-Bretagne ou Macron en France ?

Et puis nous en venons à nous dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Parce qu'ils font des choses dont ils ne peuvent pas vraiment se servir en tant que, comment dire, prochain candidat à la même fonction. C'est le préjudice économique que vous avez évoqué, c'est tout à fait exact. Ensuite, c'est tout le système de santé qui est bouleversé. La démocratie est en danger ou a déjà disparu en partie, comme le montrent l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne.

Nous venons de voir comment une véritable tentative d'insurrection de la population a échoué au Canada, tout simplement parce que les policiers ont distribué des amendes. Et il n'y avait pas de direction pour dire comment gérer cela. Il n'y avait pas d'avocats, etc. Il est donc très clair que des directives sont données. Comment Mme Merkel en est-elle arrivée, pour aller droit au but, à remettre ce gazoduc dans les mains de la Commission européenne sans consulter le Bundestag, sans consulter la population, au sujet du gazoduc Nord Stream

2. C'était le souhait de la Russie d'avoir un partenaire solide, raisonnable et fiable en Allemagne et de pouvoir y envoyer du gaz. Ils auraient pu choisir d'autres pays. Je ne veux même pas parler de la Pologne, les relations sont mauvaises, malheureusement. C'est très triste. Je trouverais ça génial si les Allemands, les Russes et les Polonais pouvaient former un joyeux triangle. Mais ici, il s'agit en fait du fait que la Russie a trouvé que l'Allemagne était un partenaire fiable et que celui-ci s'est avéré ne pas l'être, parce qu'en ce moment, la Commission européenne règne sur Greifswald [Greifswald = le terminal gazier en Allemagne] et sur le fait de savoir si, en dernier ressort - pour le moment, ce sont les autorités allemandes qui examinent, mais ensuite ça reviendra aux autorités européennes... Et comme nous le savons, tout est possible dans la très corrompue Bruxelles. Et depuis hier, nous savons aussi que notre chancelier fédéral a soudain déclaré qu'il suspendait l'examen du projet de ce gazoduc Nord Stream 2.

Et ce que cela signifie pour l'économie allemande, je le résumerai brièvement par l'information d'hier ou d'avant-hier, selon laquelle près d'un quart des entreprises allemandes ont déclaré : « L'explosion des prix de l'énergie, multipliés par 4, par 7, où que ce soit, menace notre existence ». Et dans cette situation, quelques heures plus tard, le chancelier allemand prend une décision subitement, sans qu'on lui mette la pression en public. Avant, il avait de la pression, on disait à Washington et ailleurs : « Nous ne voulons pas du Nord Stream 2 ». Mais maintenant, cette pression n'existait pas encore et il aurait dû s'engouffrer dans cette brèche et dire : « Nous examinons de manière tout à fait objective le Nord Stream 2, et, avec tout le respect que je vous dois, comme nous avons une situation énergétique délicate, nous allons accélérer l'examen ». Cela aurait été la réaction appropriée pour l'économie, pour les habitants de l'Allemagne. Cela n'a pas lieu et je lis ce matin le Süddeutsche Zeitung, qui dit ouvertement : « Oui, cet hiver, nous y arriverons peut-être encore, mais l'hiver prochain, c'est un point d'interrogation ». On ne peut pas gouverner ainsi.

Stefan Magnet : Nous avons vu comment, en appuyant sur un bouton, tous les chefs d'État font la même chose, utilisent le même cadrage, les mêmes mots clés, citent les mêmes experts. On a vu que le centre de ce pouvoir se dirige vers le Forum Economique Mondial. Oui, nous avons ici des mots-clés : Klaus Schwab, Great Reset et nous supposons que, comme vous le dites, les partisans de Scholz etc. reçoivent leurs directives de là. Nous ne savons pas si cela se fait directement ou indirectement, mais nous savons qu'il doit y avoir des instructions quelque part. Car vous dites bien qu'il n'y a pas de pression publique, on ne voit pas qui leur fait ça et il n'y a pas de logique. Car ces politiciens laissent de la terre brûlée partout où ils mettent la main.

Christoph Hörstel : C'est vrai. Donc, dommages économiques, dommages sanitaires. Oui, vous avez bien sûr tout à fait raison, c'est une question très importante. Il y a quelques années, nous avons eu cette fameuse discussion « Bilderberg », qui sont donc les « Bilderberg ». Et cela a été un peu remplacé. J'ai failli dire : comme la grippe par le Covid, les « Bilderberg » ont donc été remplacés par les « Davos ».

Et en principe, ce ne sont que des organes de communication. C'est pourquoi j'appelle, c'est peut-être un peu, comment dire, méprisant, j'appelle simplement Klaus Schwab le concierge de Davos. Il n'a pas le pouvoir personnellement, mais il a un beau carnet d'adresses avec beaucoup de numéros de téléphone et c'est son secrétariat qui s'occupe des invitations, des demandes d'hôtel et de tout ça. Le sujet n'est pas politique, c'est juste un sujet d'échange, c'était aussi le cas pour les « Bilderberg ».

Dans le cas des « Bilderberg », c'était plus facile à reconnaître, il y avait surtout des managers que l'on pouvait aussi licencier. Donc les directeurs de sociétés anonymes et autres, ou des journalistes haut placés et connus, même M. Döpfner de la maison d'édition

Springer est apparu, mais lui aussi n'est qu'un président du conseil d'administration, même s'il est particulièrement bien en selle, parce qu'il a une veuve derrière lui qui lui a déjà transmis d'énormes actifs sous forme de parts de son entreprise. Mais revenons maintenant à Davos, où les chefs d'État et de gouvernement sont effectivement invités.

Mais ce n'est pas un organe de décision. Les décisions sont prises ailleurs. Quand ils arrivent, ils ont déjà tous reçu leur briefing. Ce qui se passe ici, ce sont des ajustements et des démonstrations de pouvoir : « Nous nous réunissons ici, nous sommes ceux qui en font partie, nous sommes ceux qui peuvent le faire », et les apparitions lors de ces rencontres de Davos permettent également de voir qui vient d'obtenir un rôle de porte-parole de la part de la direction. Mais il y a une régie derrière, comme c'est aussi le cas lors de ces rencontres. Et Davos n'est donc pas l'organe de décision, mais seulement un regroupement d'exécutants. Et c'est intéressant.

Et effectivement, c'est tout à fait vrai, avec le Covid nous avons pu étudier de manière magnifique comment ça fonctionne. Ensuite, on a proposé dans le débat public que Bill Gates soit le grand homme d'action parce qu'il paie les factures. Oui, mais on oublie alors, ça commence déjà par l'inexactitude parce que la moitié du capital de sa fondation, donc la Bill and Melinda Gates Foundation, est en fait portée par Warren Buffett. Et il y a eu des moments, au début du millénaire dans la première décennie, où la part de Warren Buffet dans la fondation Gates était plus importante que celle de Gates lui-même. Et puis, bien sûr, la question se pose de savoir comment il se fait qu'une telle mafia financière, je le dis avec le mot qu'utilise parfois la députée Sarah Wagenknecht, se soit constituée. Comment un mafieux de la finance comme Warren Buffet en arrive-t-il à créer une telle fondation avec Bill Gates ? Et voilà que c'est le point de jonction visible au grand jour entre la mafia financière mondiale et la mafia pharmaceutique mondiale. Je pourrais l'exprimer de manière plus familière et dire qu'il s'agit du cartel financier et du cartel pharmaceutique. En tout cas, nous avons l'excellente Université suisse de l'EPF, l'École polytechnique fédérale, qui a fait une étude formidable en 2010, et il y est écrit : « Toutes les banques du monde forment un cartel ». Et si on retient cela, on comprend mieux comment ça fonctionne et on voit alors que Warren Buffet a été désigné. C'est une tâche qu'il a reçue ou qu'il assume, d'aider effectivement cette fondation Gates à se remettre sur pied financièrement, parce que Gates n'aurait pas pu le faire tout seul. Jeff Bezos aurait peut-être pu le faire, mais ce n'est pas lui qui a été choisi. Il y a sans doute de bonnes raisons à cela. Quoi qu'il en soit, c'est avec une énergie criminelle sans pareille que les deux hommes se sont mis au travail et ont imposé le Covid. Ce ne sont que des exécutants de très haut niveau, bien sûr. Quelqu'un d'autre a manifestement planifié cela. Un fabricant de logiciels informatiques n'est peut-être pas l'homme qui planifie comment il va se mettre le système de santé mondial dans la poche financièrement, acheter les gouvernements et toutes les institutions. C'est scandaleux ce que la fondation Bill et Melinda Gates a fait.

Stefan Magnet : Oui, et si nous continuons ensuite naturellement vers les niveaux inférieurs, vers ce qu'on appelle les élites nationales, les fils conducteurs se déroulent de la même manière, de manière très similaire. Si nous prenons M. Scholz avec les meilleurs contacts avec la banque Warburg, ou si nous avons M. Merz avec BlackRock, et derrière cela, les fils reviennent à cette élite financière, si on peut le dire gentiment. Et en fin de compte, comme on vient de le voir, ils ont acheté le monde entier, ou du moins tout le monde occidental, qu'il s'agisse des politiques ou des médias. Et ils poursuivent leur agenda mondial, ce qui signifie une uniformisation mondiale, un État mondial et bien sûr une direction mondiale, si possible non élue, c'est-à-dire non légitimée démocratiquement, car les peuples doivent avoir le moins possible leur mot à dire à l'avenir. Et c'est là que le Covid entre en jeu. Beaucoup l'ont compris, mais c'est aussi très similaire à l'Ukraine, où de grands blocs de pouvoir

s'affrontent. Pourrions-nous essayer d'aborder ce sujet ?

Christoph Hörstel : Oui, c'est effectivement quelque chose de très décisif et cela dure depuis très longtemps. Je me souviens très bien que dès la chute de l'Union soviétique, alors que l'Union soviétique n'était pratiquement plus en état de fonctionner et qu'elle était déjà en grande partie infiltrée sur les côtés, pour ainsi dire, dans les républiques soviétiques extérieures, littéralement infiltrée par la CIA, et que c'est à ce moment-là qu'est apparue l'idée aux États-Unis, dans les Think tanks, à travers des prises de position, des avis écrits et des documents, qu'il fallait conduire la Russie dans le mur, tout comme l'Union soviétique. C'était là dès le début du côté américain. Si on ne le sait pas, on ne comprend pas vraiment ce qui se passe en ce moment et on pense que c'est une chose qui se développe au fil des années. Nous avons ce magnifique discours du jeune chef de gouvernement Poutine au Bundestag au début de ce millénaire. Vraiment très émouvant, charmant, un Poutine sage, mince, avec des mots incroyablement modestes et qui va même jusqu'à dire : « Oui, nous en Russie, nous sommes parfois un peu dur comme le bois, nous ne savons pas vraiment comment nous devons nous comporter », et il demande l'indulgence et il a dit des choses comme ça. Et de tout cœur, il s'est pratiquement offert aux Allemands comme « votre ami en Russie ». C'était un très beau discours, et on aurait pu s'en inspirer à merveille. Mais ensuite, il y a eu l'affaire Khodakovski, qui a eu lieu quelques heures auparavant avec un contrat incroyable visant à donner aux entreprises américaines le contrôle total d'importantes matières premières énergétiques russes. Et Poutine a pu freiner cela de justesse et a dû pour ainsi dire prendre l'homme à bras-le-corps, n'est-ce pas ? Il a dû être retiré de la circulation parce qu'il était devenu dangereux pour la sécurité nationale de la Russie. Et bien sûr, on ne peut pas, comment dire, brader les richesses minières du pays. Ce n'est pas possible. Même si on est très riche et qu'on est devenu entre-temps un oligarque, et comment il l'est devenu, on peut le lire chez Timochenko, super livre à ce sujet. Bref, c'était le tournant. Maintenant, l'Occident reproche à Poutine d'avoir étouffé la démocratie en Russie en emprisonnant Khodakovski, un démocrate sans faille et merveilleusement engagé dans la politique intérieure, ce qui est hautement criminel. Ce n'est bien sûr qu'une légende stupide. Khodakovski a bien sûr vu que s'il avait l'argent que Poutine n'a pas, il pourrait peut-être obtenir par la voie financière ce qu'il n'a pas pu obtenir politiquement, parce qu'il lui manquait l'establishment pour le soutenir en Russie. Et Poutine a vu que c'était dangereux de laisser les oligarques en liberté et de les laisser faire leur économie.

Et nous savons bien que les premières années, comment dire, de la privatisation de toutes les entreprises d'État, c'est-à-dire en principe de la vente de l'économie russe aux oligarques, qu'il y a eu des choses qui ont dérapé, et l'un des points forts de tout ça a été Khodakovski. Mais pour les États-Unis, ça se présentait toujours de la même manière : « Nous voulons de l'influence ! » Nous devons comprendre que si les États-Unis veulent obtenir des matières premières énergétiques et d'autres matières premières précieuses, la Russie est aussi le plus grand producteur d'or avec la Chine, si on veut donc accéder à cette fabuleuse et énorme pépite, ce plus grand État du monde en superficie qui se trouve là et que nous, les Américains, sommes fauchés, nous sommes fauchés, fauchés, fauchés... Nous avons une dette si épouvantable que c'est monstrueux et c'est un fardeau avec lequel l'Amérique ne peut pratiquement pas vivre. Ils ont un besoin urgent d'actifs réels pour la plus grande bulle financière de l'histoire de l'humanité, avec un écart important, qu'ils doivent couvrir. Et maintenant, il y a les contraintes du côté américain. Comment font-ils ? Ils essaient donc maintenant de miner la Russie. Ils veulent juste contrôler, ils ne veulent pas occuper la Russie, il leur suffit que Moscou fasse ce que Washington dit. On comprend souvent mal cela. Les stratégies modernes sont très différentes.

Il en va de même en Iran. On ne veut pas forcément risquer des vies américaines en Iran, il

suffit que Téhéran fasse ce que Washington ordonne. Et Téhéran n'y pense pas, et Moscou n'y pense pas non plus. C'est dommage. Et maintenant, bien sûr, cela prend une dimension militaire et cela ne fait que croître. Mais les méthodes utilisées pour y parvenir sont toutes criminelles. Et le discours que Poutine a tenu le 21 au soir, c'est-à-dire avant-hier soir, à la nation pour étayer sa décision de reconnaître les républiques... c'était important de le dire sur le plan de la politique intérieure, parce que la Russie, je le sais par ma propre expérience de mes voyages à Moscou et aussi dans le Donbass au milieu de la décennie, en 2015, qu'il n'y avait pas du tout de volonté de le faire, mais vraiment une réticence. Le Donbass a toujours été censé être un tampon, les Russes n'ont jamais voulu y aller. Et ce qui s'est passé, c'est que ces dernières semaines, Kiev a montré que ce n'était pas possible sans la protection des troupes russes. On pourrait donc simplement dire : « Bon, alors nous allons envahir, nous allons envoyer notre armée et hop, hop, le sujet est clos ».

Non, Moscou a fait cela en bonne et due forme, elle a reconnu ces républiques et se laisse ensuite inviter par elles. Ce sont des choses tout à fait normales que, je dirais, les États-Unis font en permanence, en Amérique centrale, en Amérique du Sud et ailleurs. Ils n'envoient peut-être pas de troupes, mais ils vont parfois au Panama ou ailleurs. Donc, nous pouvons nous rappeler que ce n'est pas étranger à notre expérience, comment dire, historique, ce qui se passe, mais c'est bien sûr avec une intention criminelle qu'on a pratiquement forcé l'Ukraine à tirer sur ses compatriotes d'une certaine manière, à lâcher des troupes terroristes ces derniers jours avec des tentatives d'attentat. L'usine électrique de Lougansk est en flammes, et ce genre de choses, ainsi que l'utilisation de drones turcs, donc de l'OTAN, de drones de combat de type Bayraktar dans les profondeurs de la région de Donetsk. C'est là que Poutine a dit : « Je ne vais pas regarder ça plus longtemps, ils assassinent nos compatriotes ».

Stefan Magnet : Oui. Donc, il a été plus ou moins forcé, ou on l'a forcé à faire quelque chose. C'est un point sur lequel je voudrais revenir. Je vais maintenant faire deux pas en arrière et revenir aux oligarques. Poutine doit avoir une impression de « déjà vu », car il a eu la Russie en 1990. Les anciennes structures s'étaient effondrées, le conflit officiel Est-Ouest n'existait plus et la Russie a dû se réorganiser. Les anciennes structures avaient disparu et une armée de sauterelles, je le dis de manière très polémique, et d'oligarques, d'oligarques multi-riches, se sont emparés du pays. Ils se sont assurés les gisements de matières premières, ils se sont assurés les ressources naturelles, ils se sont assurés les mines, les gisements de pétrole, on voulait tout acheter, il y avait aussi cette ambiance de chercheurs d'or, on pouvait acheter, car le vide du pouvoir avait disparu.

Christoph Hörstel : C'est vrai, on pouvait.

Stefan Magnet : Ils s'en sont emparés et ont ensuite voulu créer un fait accompli avec les États-Unis, qui, comme vous le dites à juste titre, attendaient depuis des années que tout cela implose, pour pouvoir ensuite mettre la main dessus. Et Poutine devait alors agir rapidement. Il a également agi rapidement. Il a évité le pire. Il a écarté du pouvoir de nombreux oligarques, dont le plus connu est Khodorkovski, et a fait en sorte que la situation ne puisse pas s'aggraver davantage. Cela ne s'est pas produit en Ukraine, les conditions y ont toujours été différentes et au moins depuis le coup d'État de Maïdan, depuis le changement de régime, les États-Unis se sont vantés... Victoria Nuland s'est vantée que les États-Unis avaient investi 5 milliards dans l'Ukraine, dans le changement de gouvernement. Nous avons eu un changement de régime là-bas et depuis, les oligarques sont au pouvoir, du moins dans l'ouest de l'Ukraine, ce que Poutine a d'ailleurs évoqué dans son discours. Que des choses malhonnêtes s'y passent et que le chaos s'y installe, qu'il se propage de plus en plus vers l'est de l'Ukraine. Cette analyse est-elle à peu près correcte, au point qu'on puisse dire que le régime de Kiev était parsemé d'affairistes et d'oligarques ? Est-ce qu'on

peut dire cela d'une certaine manière ?

Christoph Hörstel : Oui. C'est très intéressant, c'est le beau discours que Poutine a encore prononcé avant-hier en résumant cela et nous avons pu l'observer. Vous et moi, nous avons tous observé comment les républiques périphériques de l'Union soviétique se sont effectivement soulevées, vous étiez encore très jeune, je pense. Ces foules immenses partout. Et c'est effectivement ce qui s'est passé en Ukraine, où les clans et les riches se sont imposés, pratiquement comme en Russie. Sauf qu'en Ukraine, il manquait pour ainsi dire la force organisatrice, un Poutine ukrainien. Celui-ci a effectivement réussi à limiter le pouvoir des oligarques et si vous regardez maintenant les rapports de force en Russie, ils ont 10, 11, 12 ou peut-être 15 milliards de fortune, mais il n'ont plus des dizaines, des centaines, des centaines et des centaines de milliers de milliards. Tous ont été un peu rasés, placés à un certain niveau et tous sont dépendants de l'État. Il y a aussi des films magnifiques sur la manière dont Poutine a écrasé l'un d'entre eux, j'ai oublié le nom, cela vous reviendra peut-être.

En tout cas, en Ukraine, les clans familiaux et les oligarques ont également été forts, d'une manière différente. Ils ont toujours eu leurs propres armées, des hommes armés qu'ils pouvaient envoyer contre quiconque ne voulait pas payer ou ne voulait pas obéir. C'est ce qui fait de l'Ukraine un État en faillite. Quand on sait qu'il y a un oligarque, Kolomoïsky, qui a des chaînes de télévision, qui engage M. Selensky qui a un passeport israélien, on se fait des idées qui sont un peu nouvelles pour notre compréhension de l'État. Je l'admets, c'est inhabituel. Mais c'est ce qui se passe en Ukraine, ce qui se passe encore aujourd'hui. Et ce que nous avons avec les Américains, c'est justement la perte de contrôle du gouvernement sur les grandes entreprises autrefois publiques, qui sont aujourd'hui presque toutes en faillite, et c'est une chose difficile. Ils ont en effet de très nombreuses compétences dans le domaine de l'armement, jusqu'aux missiles, et seraient également en mesure de fabriquer des armes nucléaires, car ils ont encore les compétences dans le pays, si elles n'ont pas déjà disparu quelque part dans les laboratoires américains.

Telle est la situation de l'Ukraine et elle est très précaire. L'Ukraine est pratiquement ingouvernable et partout imprégnée d'influences américaines. C'est sacrément difficile. Je pense donc que le président Zelensky n'est pas du tout dans une bonne situation et qu'il n'a aucune chance de contredire Washington. Et maintenant, l'Ukraine, dans cet état, est pratiquement jetée aux Russes comme une sorte d'appât frétilant et doit se comporter de manière incroyablement négative. Je parle de sang versé, je parle de bombardements dans le Donbass et d'oppression de la population, de pillage également. Comment se fait-il que le ministre des Finances de l'Ukraine doive se présenter en public et demander dans ses médias où est passé l'or de l'État ukrainien ? Tous ceux qui lisent un peu les journaux, même le mainstream allemand, savent qu'il y a eu un scandale, que quelques avions ont atterri de nuit et dans le brouillard, ont transporté l'or et se sont probablement envolés vers les États-Unis. Ce sont des choses réelles et tout cela est, comment dire, le style de la mafia. C'est comme ça que travaillent les mafieux.

Stefan Magnet : J'étais d'accord pour qu'on parle brièvement de la structure de la population en Ukraine, parce que c'est un sujet qui passe souvent inaperçu : J'ai visité l'Ukraine pour la première fois il y a dix ans et j'ai été très étonné, j'ai rencontré des forces à Kiev qui voulaient absolument se détacher de la Russie, qui voulaient plus de relations avec l'Occident, ils nous ont dit : « Oui, nous sommes heureux de chaque Mc-Donald qui ouvre ici », alors j'ai dit : « Oui, oui, soyez prudents », j'ai dit, « c'est bien sûr un emballage trompeur merveilleusement brillant. Mais ça va finir par se retourner contre vous ». Et ils voulaient à l'époque, donc les Ukrainiens de l'Ouest, ils voulaient à l'époque se détacher de la Russie, s'éloigner du communisme, ils avaient encore ça en tête, oui, nous avons eu le génocide par la faim, qui

n'a jamais pardonné, et ils voulaient alors aller plus à l'Occident et espéraient la liberté, donc à peu près comme les citoyens de la RDA voulaient aussi la liberté de l'Occident. Et la motivation principale à l'époque était que tout ça, le pays tout entier, la corruption, tout ça les écœurait, et ils ont dit : « Nous voulons un État digne de ce nom, avec des droits libéraux et civiques, comme l'Occident nous en donne l'exemple de manière perceptible à distance ». Mais ils se sont tous réveillés maintenant, car au contraire ce qu'ils ont obtenu n'est pas du tout mieux que ce qu'ils avaient avant, avant 2014/2015. Et dans l'est de l'Ukraine, ces régions ont toujours été très clairement orientées vers Moscou, il en a toujours été ainsi, même vers la Crimée et toutes ces régions, et elles ont toujours dit : Oui, nous nous considérons comme des Russes. Le pays est donc divisé en lui-même et vous y avez été correspondant, vous y avez fait d'innombrables visites, même pendant la crise de 2014/2015. Je pense que vous pouvez aussi dire quelque chose à ce sujet, à savoir que le pays est quelque peu divisé au sujet de son orientation.

Christoph Hörstel : Oui. Le problème, c'est que l'Ukraine n'a pratiquement jamais réussi à se détacher de l'Union soviétique, qui s'est effondrée, et à se détacher de la Russie sur le plan de la politique intérieure. Les grands petits chefs et les mafieux qui ont pris le pouvoir dans le pays ont fait à la population, comment dire, étonnée et pleine d'espoir, de très belles promesses qu'ils n'ont pas toutes tenues. La situation économique est totalement précaire. Pratiquement, toute l'Ukraine est sous perfusion, elle a également dû abandonner d'importants droits nationaux, par exemple le droit de pratiquer la fracturation hydraulique sur de grandes surfaces de l'Ukraine, ce qui est bien sûr désastreux pour les intérêts nationaux. Le peuple a remarqué qu'il avait été trompé, les oligarques qui étaient auparavant tenus en échec par une puissance cadre, à savoir l'Union soviétique, et par leur gouvernement ukrainien dans le cadre de cette suprématie soviétique, se sont soudain retrouvés libres et ont saisi ce qu'ils pouvaient. Et ce type de corruption est jusqu'à aujourd'hui en Ukraine complètement surpuissant par rapport à toutes les autres possibilités juridiques qui existeraient.

Et en effet, les anciennes structures de pouvoir administratif ont été délibérément jetées aux oubliettes. Vous vous souvenez peut-être des images de 2014, lorsque certains officiels, d'ailleurs dans de très beaux costumes, ont été arrachés à leur fauteuil et jetés dans la poubelle la plus proche. Ce sont des choses qui se sont produites. Tout cela est très populaire, mais on a négligé le fait que l'abolition de la démocratie par la violence de rue a aussi un effet secondaire très désagréable, c'est-à-dire qu'en tant que simple citoyen, on ne peut plus du tout contrôler la violence de rue. Dans les administrations, on savait en tout cas dans quel bureau on pouvait faire une crise de colère et dans quels bureaux on ne peut même plus entrer en tant que citoyen. C'est un point et l'autre point est effectivement la décomposition ciblée de la société civile ukrainienne, notamment par la promotion du mouvement nazi depuis 2007.

Donc quand je vois en 2014 notre ministre des Affaires étrangères de l'époque, Steinmeier, qui est maintenant parvenu pour la deuxième fois à la présidence fédérale, à côté du nazi Tiahnibok et de deux politiciens ukrainiens haut placés, mais le seul des quatre qui sourit est Tiahnibok ; j'ai compris ce qui a réussi. Cela a pratiquement ruiné tout le Maïdan et c'est en train de conquérir, sous une forme visible, également les médias et la perception de l'Ukraine et, en fait, cela joue un rôle important parce qu'on veut pratiquement radicaliser la population contre la Russie. Et c'est quelque chose qui n'est évidemment pas naturel en Ukraine. On veut son indépendance vis-à-vis de Moscou, c'est tout à fait compréhensible. Mais qu'on devienne pratiquement le principal adversaire de la guerre et le grand appât, et qu'on doive se comporter de telle sorte que la Russie ne puisse pas faire autrement que d'utiliser la violence si elle veut éviter de nuire à des millions de personnes, c'est bien sûr une opération

particulièrement méchante menée par les Américains. Et l'Allemagne, en tant que vassal, a dû jouer un rôle de leader dans le Maïdan et a dû tirer des ficelles importantes, comme avec Vitali Klitschko par exemple.

Ce sont les problèmes que nous abordons ici, de manière très malheureuse, depuis des décennies, pas seulement depuis 2014, nous avons le premier coup d'État réussi, George Soros, la Révolution orange de 2004, rappelons-le, et cela dure depuis très longtemps. Cela remonte à l'effondrement de l'Union soviétique. Et la CIA a également mené des opérations en Union soviétique, lorsqu'elle était encore forte. On l'a vu en Pologne, en République tchèque et ailleurs. Mais ici, en Ukraine, cela a été fatal.

L'Ukraine a été conçue dès le départ comme un tremplin pour les opérations de déstabilisation de la région, menées par Washington, et nous, les Européens, n'avons pas été consultés. Et c'est une évolution extrêmement regrettable et hautement corrompue. Et je m'oppose à ceux qui disent, en guise de conclusion à ce sujet, que Mme Merkel avait plus ou moins les choses en main et qu'elle soutenait le Nord Stream et le processus de Minsk. C'est à cause d'elle que le Nord Stream est passé de la souveraineté allemande à la souveraineté européenne, et c'est à cause de Mme Merkel que les accords de Minsk n'ont en principe pas été mis en œuvre pendant sept ans. Les Ukrainiens ne comprennent pas vraiment ce qui se passe ; ils ne le font pas d'eux-mêmes ou parce qu'ils n'aiment pas la Russie, ils le font parce que Washington l'ordonne. Nous nous souvenons à partir de 2014 de l'arrivée du chef de la CIA, d'un général ou même d'un président américain, et pendant ce temps, les troupes ukrainiennes ont dû attaquer le Donbass - leurs propres compatriotes - et y faire couler le sang. C'est une situation précaire, fatale et épouvantable au niveau national. Quand je regarde l'Ukraine, je pleure ; un peuple merveilleux, très sympathique, dans un environnement naturel magnifique - l'Ukraine est un rêve, le Donbass est magnifique - j'y suis allé -, et voilà ce qui arrive à ces gens, et tout ça à la demande de Washington ! Quelle situation épouvantable pour l'Europe, au milieu de laquelle - c'est l'Europe centrale et orientale - se déroulent des choses aussi horribles. Nous tolérons cela, nous ne nous y opposons pas. Mme Merkel aurait pu faire beaucoup pour, je dirais, accélérer fortement la mise en œuvre sérieuse de Kiev dans le processus de Minsk, et elle aurait pu tenir des propos clairs à ce sujet. Elle ne l'a pas fait, et son successeur ne le fait pas non plus. C'est de pire en pire. Le personnel de notre gouvernement devient lui aussi de plus en plus mauvais, de gouvernement en gouvernement.

Stefan Magnet : Oui, et je pense qu'il est clair que lorsque vous évoquez le chaos qui a été créé là - nous y viendrons, ce qui s'est passé ces dernières semaines - un mot ou quelques phrases sur le chaos : Nous voyons dans le cas du Covid que les États sont dépossédés de leur pouvoir, que les institutions internationales prennent ouvertement les commandes. Et en géopolitique, il en a été de même au cours des dernières décennies : partout où quelque chose s'est établi quelque part qui aurait contredit les plans des mondialistes, cet empire, on a essayé de procéder à un changement de régime. Nous avons le cas en Afrique du Nord, nous avons la Libye, la Syrie, etc., où on a tenté d'opérer un changement par le biais de révolutions orange, de révolutions de couleur. Nous avons une alternance de conflits ouvertement guerriers, où on pousse parfois l'OTAN à intervenir ou bien où on intervient soi-même. Et nous avons bien sûr ensuite la déstabilisation systématique à tous les niveaux, là où quelque chose fonctionne encore quelque part. Là où il y a encore quelque chose d'étatique, là où le peuple est encore reconnu souverain. Nous avons la déstabilisation en Europe avec l'arme de l'immigration, et nous avons la déstabilisation, comme vous l'avez bien décrit ici, actuellement aussi en Ukraine. Quand on voit que - vous l'avez dit - des oligarques avec des passeports israéliens pactisent en Ukraine avec des mouvements nazis

et que les armées défilent ensuite avec des casques de la Wehrmacht et des croix gammées et qu'en arrière-plan se trouve l' « oncle riche » qui se frotte les mains, c'est une image aberrante. Ça ne va pas du tout ensemble. Tout ça n'est que chaos et le chaos doit servir à ce qu'un nouvel ordre naisse du chaos. C'est ainsi que nous pouvons le percevoir. Et que s'est-il passé ces dernières semaines ? Vous avez parlé d'agression de la part du régime de Kiev sur l'est de l'Ukraine, sur le Donbass. Vous avez également parlé de terrorisme. Que pouvez-vous peut-être résumer qui a fait dégénérer la situation au point que Poutine a dû intervenir ?

Christoph Hörstel : C'est effectivement le cas, nous avons eu ces deux dernières semaines des groupes terroristes qui ont commis des attentats dans le Donbass. D'abord contre une usine chimique, puis contre d'autres installations. Jusqu'à des attaques terroristes contre des personnes, de sorte que ces dernières années - ce n'est pas un développement des 14 derniers jours - cela s'est passé ainsi pendant toutes ces années, par exemple le chef de la république de Donetsk, Zakhartchenko, a été assassiné dans un café par des tirs à travers les fenêtres et les portes de ce restaurant. Je suis au courant de cela, des amis m'ont décrit le déroulement des faits et connaissent ce restaurant. Zakhartchenko se déplaçait en Mercedes, elle était truffée d'antennes. C'est effectivement ce qui s'est passé et je connais cette technologie.

Il s'agit de dispositifs permettant par exemple de désactiver les portables, à l'endroit où la voiture de Zakhartchenko roulait, ou là où des bombes pouvaient effectivement exploser, pas directement à côté du véhicule, mais à quelques centaines de mètres avant que le véhicule ne passe par là. Et ce sont toutes des choses qui viennent d'Allemagne et qui sont faites comme ça. Et j'ai été une fois, le porteur d'une valise électronique avec une telle protection électronique et je devais la remettre à Gulbuddin Hekmatyar [note de la rédaction : ancien Premier ministre d'Afghanistan] - c'était il y a de très nombreuses années et Gulbuddin Hekmatyar m'a chaleureusement embrassé lorsque j'ai passé sans encombre la douane pakistanaise avec la valise. Et puis les Afghans ont installé le dispositif et se sont aperçus que ça ne fonctionnait pas du tout ! Nous parlons d'une tentative d'assassinat, oui. Les Afghans ont également démonté une Mercedes chargée d'explosifs dans laquelle Hekmatyar devait se trouver, etc. etc. Ce genre de choses arrive. C'est pourquoi j'ai immédiatement averti Zakhartchenko de ne pas compter que sur la technologie occidentale et j'ai dit : « Sinon l'Occident décide quand tu exploseras ». Et effectivement, l'Occident l'a décidé. Donc en principe, ce sont des choses qui sont faites ici par Kiev, mais les ordres viennent d'ailleurs, et je suis sûr que si des troupes terroristes sont en route pour certaines missions, un Américain ou un autre spécialiste à la solde des USA sera probablement là pour montrer aux gens comment ça marche. Car il s'agit d'une opération hautement professionnelle, qui ne devrait être confiée qu'à des spécialistes très bien formés. Et c'est ce qui se passe. On le voit aux résultats. Et quand on observe depuis Moscou ce qui s'y passe réellement, et qu'on voit le sang versé et la façon dont les gens vivent, tout cela n'est absolument pas rapporté chez nous, rien n'est révélé. Ce que j'ai raconté ici est aussi tout à fait nouveau. Je n'avais encore jamais parlé publiquement de ce que les Allemands ont fait à Hekmatyar.

Ce sont des choses dont nous devons savoir qu'elles font partie de la politique étrangère, qui est criminelle. Il s'agit toujours de la même chose : Saper ces pays. Saper leur capacité administrative. Que des ONG sont utilisées et que la Russie a introduit bien trop tard la « loi sur les agents étrangers ». Je sais comment le Service fédéral de renseignement allemand (BND) a opéré. Un gentil président du BND m'a une fois emmené avec lui pour visiter des ONG allemandes dans la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan, et il m'a montré comment il s'y prenait – je n'étais pas présent lors des entretiens, mais j'ai fait l'aller-retour avec lui, nous en avons parlé - comment il écrémait les responsables de ces ONG. Et

comment ils sont aussi des munitions. Ils reçoivent des missions, ce qu'ils doivent faire, bien sûr, surtout s'ils reçoivent aussi un peu d'argent du gouvernement. Et aujourd'hui, une ONG ça veut dire vraiment clairement qu'une partie ce sont des dons, mais aussi qu'une partie vient du ministère des Affaires étrangères. Et le ministère des Affaires étrangères est la voie par laquelle ça passe. Celui qui reçoit de l'argent du ministère des Affaires étrangères a l'homme du BND dans sa maison une fois par semaine, et ensuite on explique ce qu'on fait. Et gare à celui qui ne fonctionne pas, on se demande alors au ministère des Affaires étrangères si ça doit encore continuer. Et quand on parle aux personnes dans les ONG, à ces responsables, quand ils participent, quand ils prennent confiance et quand ils ne se sentent pas observés, - je ne vais pas non plus trahir quelqu'un ici, je ne le ferai pas - mais j'ai entendu de la part de hauts responsables que le fonctionnement de l'ONG se passait très bien. J'ai entendu des gens expliquer comment ça fonctionne. En Russie par exemple, ils étaient fiers de dire qu'ils sciaient le trône de Poutine, etc. C'est une opération énorme. Et la retenue avec laquelle la Russie, Moscou, a traité cette opération en Russie, à Moscou, est pour moi vraiment très étonnante et montre aussi avec quelle prudence on a agi en Russie contre cet Occident déchaîné, dérangé, hautement corrompu et absolument nuisible à la communauté - il faut effectivement rester ferme, il faut faire quelque chose. Moscou ne peut plus rester les bras croisés, c'est clair comme de l'eau de roche. Et en Ukraine... il est clair que l'Ukraine est aujourd'hui un État précaire. En Ukraine, aucun Ukrainien ne décide de la marche à suivre, les Américains s'en occupent entre eux et ils font volontiers appel à des troupes auxiliaires allemandes, françaises et britanniques, mais celles-ci sont également contrôlées. Et s'ils ne font pas ce qu'il faut, ils se font taper sur les doigts.

C'est la terrible situation. Et nous avons depuis longtemps une guerre russo-américaine sur le sol ukrainien et elle est décidée par Washington. Et maintenant, la Russie peut se demander si elle veut rester les bras croisés pendant que les Américains continuent de développer plusieurs, au moins cinq aéroports et autres installations militaires en Ukraine contre la Russie, ou si la Russie a réellement la possibilité d'occuper ce pays, et alors les premières semaines de guerre auront lieu sur un territoire étranger. Mais je suis sûr que si je dis cela à un Russe, il me répondra : Pourquoi un territoire étranger ? Mais c'est notre peuple, ils parlent presque tous russe, il y a un grand pourcentage de population russe et beaucoup ont notre foi. C'est aussi un point très important, la foi, en Ukraine.

Toutes ces questions sont en jeu. L'Occident tente de saper tout cela, tente de maintenir l'Ukraine au sol pratiquement de l'intérieur - le travail de sape a réussi depuis longtemps - et l'Ukraine est effectivement incapable de prendre des décisions. Si Zelensky avait aujourd'hui, un seul instant, l'idée folle de contredire Washington ou de ne pas faire ce qui est ordonné, il serait éliminé en une seconde. Et il ne gagnera probablement pas les prochaines élections, parce qu'il n'est pas particulièrement intéressant et bien vu à Washington - c'est comme ça qu'on fait. On change simplement les types et on les suce, en sapant de facto leur crédibilité politique par des décisions erronées et nuisibles, jusqu'à ce qu'on puisse ensuite s'attaquer au candidat suivant. Et chacun tente sa chance. Il y a toujours des gens pour faire ce sale boulot, oui. Et j'ai parfois l'impression que l'Allemagne n'est pas si différente de l'Ukraine sur le plan des principes. Chez nous aussi, il y a des gens qui font ce sale boulot. M. Scholz était et est toujours le candidat préféré du cartel financier, ça ne fait aucun doute, et c'est pourquoi il est là. Il a fait ses preuves à Hambourg - et maintenant il est poursuivi pour ça. Ce sont les questions auxquelles nous sommes confrontés ici en Allemagne, en Europe et en Ukraine. Mais maintenant, comment dire, certains comprennent mal ce qui se passe ici. Ce sont les derniers avertissements de la Russie avant qu'elle ne sécurise son territoire pour éviter d'être attaquée depuis l'Ukraine. Et je ne peux que mettre en garde, à ce stade de la discussion, contre le fait de croire que la

Russie n'est pas en mesure d'occuper l'Ukraine en quelques heures. Si on en arrive là, si la Russie se sent menacée et ne voit plus aucune chance, elle le fera.

Stefan Magnet : Vous avez maintenant anticipé de nombreuses questions que je voulais poser. Peut-être encore en quelques mots : c'est maintenant le dernier acte d'encerclement de l'Occident contre la Russie depuis 1990 au plus tard.

Christoph Hörstel : Oui. Littéralement.

Stefan Magnet : C'est bien ça ? Vous avez également dit que la République fédérale d'Allemagne est devenue un « faux Etat » comme l'Ukraine, mais ça ne dérange pas trop ces Ukrainiens. Indépendamment de la similitude entre ces 2 peuples, c'est un problème géostratégique que connaît l'Ukraine : elle est la dernière étape de ce rapprochement des Etats-Unis de la Russie.

Christoph Hörstel : C'est exactement le point. C'est la dernière pierre, pour ainsi dire, avant qu'on se retrouve vraiment à la frontière de la Russie, bien que la Biélorussie soit encore entre les deux, et elle s'est depuis décidée. Elle a d'ailleurs été poussée à prendre cette décision par une politique occidentale peu judicieuse. Lorsqu'on déclenche un soulèvement populaire dans un pays, comme nous avons essayé de le faire en Biélorussie, et qu'on photographie 50 hommes pour qu'ils semblent être 50 000, et qu'on explique que Loukachenko est désormais sous pression. Cette couverture médiatique quasiment impuissante d'une tentative de coup d'Etat ratée. C'est très intéressant et Loukachenko a dû réagir en 2 fois. Une fois sur cette insurrection déclenchée par Washington et l'Europe, à laquelle Berlin a également participé, il est clair qu'il y a des liens évidents, et ensuite sur la manière dont on a voulu le forcer, l'inciter ou l'acheter à entrer dans la boîte du Covid.

Et je ne peux que dire « chapeau bas » à cet homme qui a su se soustraire à cette histoire et préserver son pays de cette saleté. C'est vraiment une performance patriarcale de premier ordre. Je ne suis pas un ami du patriarcat. Je ne pense pas que Loukachenko soit un démocrate sans faille. Bien au contraire. Mais je pense qu'il a vraiment protégé son pays au mieux et qu'il a maintenant fait un pas en direction de Moscou, parce que sa place entre les 2 blocs, il l'avait auparavant gérée de manière magistrale ; j'ai pu l'apprendre directement de mes contacts étroits avec les officiels, et l'ambassadeur, etc. J'étais stupéfait de voir à quel point la Biélorussie était prête à répondre à des souhaits de l'Allemagne. Il y a certaines personnes qui ont de bonnes relations économiques et qui ont été écoutées parce qu'on savait qu'elles avaient la bénédiction de Berlin, la bénédiction de la Chancellerie, et qu'on faisait ce qu'elles disaient. Ils l'ont fait en Biélorussie, pendant très longtemps. Et ils n'ont plus pu le faire. On ne leur a pas laissé le temps de respirer. C'est finalement une opération de Washington qui a mal tourné et qui a mal tourné à cause de l'ignorance et de l'arrogance. C'est comme ça. En Ukraine, ça a fonctionné, on y a investi beaucoup, beaucoup plus et on a procédé de manière beaucoup plus intelligente, et c'est pourquoi l'Ukraine se trouve aujourd'hui dans la situation épouvantable dans laquelle elle est. Et je pense que le monde entier en est conscient. Il n'y a que nous, ici, dans cette OTAN folle, avec nos médias de cartel absolument légendaires. Si je vous montrais ce qui s'y passe ! Aujourd'hui, dans le Süddeutsche, il y a une photo d'une artiste ukrainienne de propagande qui a assemblé le visage de Poutine avec des douilles. Poutine ! Poutine, qui a hésité jusqu'à la fin à reconnaître d'une manière ou d'une autre ces républiques du Donbass. Et maintenant, il a dû faire le pas parce que ça a pris des proportions démesurées. Nous ne pouvons pas rester là à regarder Kiev détruire tout le système d'approvisionnement en énergie, en chauffage et en eau. Et comment les gens meurent de faim et n'ont plus rien à manger, plus de soins médicaux, plus rien ne fonctionne. Le pays part littéralement à la dérive et Moscou doit rester les bras croisés ? Rien à faire. Un jour, ce sera la fin.

Stefan Magnet : Vous avez posé la question de clôture. Vous avez parlé des médias. Vous

avez une grande expérience, des dizaines d'années d'expérience dans les relations avec les médias. Vous êtes vous-même un journaliste très actif. Vous communiquez par tous les moyens qui s'offrent à vous et proposez aux gens des vérités qu'ils n'entendent pas dans le mainstream, et ceux qui écoutent cette interview et qui ne consomment en temps normal que du mainstream ont une vision complètement différente des choses par la suite. Pensez-vous que les médias mainstream seront autorisés à céder dans un avenir proche sur les questions globales qui nous préoccupent, ou est-ce que tout est perdu ?

Christoph Hörstel : Non, c'est vrai, je l'ai remarqué très tôt. Dans ces grands médias, les relais du pouvoir du cartel, dans le monde, sont les rédacteurs en chef. Et ce sont eux qui décident de la marche à suivre. Et l'équipe de base dans les rédactions, dont j'ai fait partie, jusqu'à ce que je devienne chef de service adjoint chez Phönix, ce qui a été mon dernier poste, parce que j'ai vu à quel point je ne pouvais pas faire grand-chose si les dirigeants étaient fous, oui. Je vais vous dire très concrètement ce que j'ai vécu. J'ai aussi expliqué plus longuement à Nuoviso pourquoi j'ai quitté la radio, le service public. Nous avons eu un gros incident en Palestine. J'avais contribué à lancer la chaîne, j'ai dirigé les préparatifs, etc. Phönix a interviewé pendant cinq jours les gentils sionistes et pas un seul Palestinien n'a pris la parole. Et à l'époque, j'ai appelé le Hamas. Ils ne comprenaient pas ce qui leur arrivait. J'ai d'abord dû faire toutes sortes d'acrobaties jusqu'à ce qu'ils croient que c'était bien réel, que je travaillais bien pour un média occidental, et j'ai alors demandé que quelqu'un du Hamas vienne nous expliquer les choses, leur version, parce que la chaîne Phönix avait encore à l'époque cette magnifique devise : « Fais-toi une image complète ». Et l'image complète n'était bien sûr pas souhaitée. Et le Hamas m'a alors effectivement envoyé un homme qui n'était pas du Hamas, un vieux cultivateur d'olives. Et il a commencé... et vous savez comment ces gens sont charmants là-bas, ils le sont tous, c'est un trait de culture. Il m'a dit très modestement : « Je ne peux malheureusement plus m'occuper de mes oliviers... » Et à peine cette phrase était-elle sortie que je recevais directement sur mon bureau de chef de service, un appel téléphonique du directeur des programmes. Je préfère ne pas mentionner son nom ici, et il a été congédié, il s'est fait remarquer pour ses mensonges permanents et a ensuite été écarté. C'est bien, pour une fois c'est la bonne personne qui est tombée. Et il m'a dit : « Retirez tout de suite cet homme de l'émission ». J'ai alors dit : « Non, je ne le ferai sûrement pas, j'ai accepté qu'il puisse parler quelques minutes, jusque-là nous n'avons eu qu'une semaine de propagande. Et on devrait essayer de considérer les faits. » Et j'ai été coupé à l'antenne, et ensuite j'ai essayé de laisser l'homme finir sa phrase. Mais ça n'a pas marché, il a continué à parler, je n'arrivais pas à le joindre non plus. J'ai donc dû retirer cela de l'émission, et ensuite, j'en avais tellement marre que j'ai mis une cassette vidéo à la place de l'émission - ce n'est sûrement plus possible aujourd'hui - et je suis allé me promener pendant deux heures en me disant que c'était le point final. Que je devais m'en aller, quitter ce système de radio et ce système médiatique. Le Süddeutsche Zeitung a modifié mes reportages sur l'Afghanistan à tel point que je ne les ai pas reconnus, et c'est là que j'ai dit : « Je ne vais pas au journal, je vais à la télévision, parce que les images ne peuvent pas mentir ». Aujourd'hui, je sais que les images peuvent mentir de manière fantastique et c'est ce qu'elles font, tout le temps.

Voilà donc notre situation médiatique ; ce sont des médias de cartel, intégrés dans le système. Si on voulait changer cela, il faudrait changer le système, et c'est pour ça que je me suis engagé politiquement. Nous disons : « Nous voulons un autre système financier et monétaire ». Mesdames et Messieurs, cela dépend toujours de l'argent. C'est malheureusement ainsi que les choses se présentent ; sans cela, rien ne sera possible. Cela signifie effectivement que nous enlevons aux banques le privilège d'être créatrices d'argent. C'est la question cruciale. Si cela se produit - et je suis heureux de voir que vous, Monsieur

Magnet, acquiescez sur ce point - si cela se produit, alors tout changera effectivement. Et tant que cela n'arrivera pas, rien ne changera non plus. Car, comment dire, celui qui paie le spectacle, c'est celui qui en décide. Et pour l'instant, c'est effectivement le cartel financier, pour ne pas dire plus, et ce sont les personnes que nous connaissons, et c'est pourquoi les choses se passent comme elles se passent. Et tant que les gens n'auront pas compris ça, rien ne changera. Et je crains qu'avec le Covid et dans la situation de guerre qui menace avec la Russie, nous ne continuions à marcher droit vers le désastre jusqu'à ce que nous comprenions qui se cache derrière le fait que, jusque dans les milieux critiques à l'égard du Covid, il y a des gens qui disent : « Alors, cette question de virus, ne l'attaquons pas, s'il vous plaît. Cela ne peut pas bien se passer, les gens y croient, etc. Et je ne peux que vous conseiller de lire le livre sur le groupe « Skull and Bones » du professeur américain Antony D. Sutton, à la page 97. Il n'y a qu'une édition dans le monde, alors c'est facile. Trois « Bonesmen », c'est-à-dire trois personnes de cette secte, se rencontrent et discutent, l'un est de la Fondation Rockefeller, l'autre de la Carnegie Institution, puis vient un troisième, il est invité et c'est discuté à l'avance, c'est le chef du département médical d'une université célèbre. Vous ne serez pas surpris si je vous dis qu'il s'agit de l'Université Johns-Hopkins et que cet homme était également l'un des membres de Skull and Bones. C'est en 1912 que ça a commencé, qu'on a dit : Nous devons transformer la médecine en un milieu de profit et pour cela, nous avons besoin d'une formation médicale complètement différente. 1912, il y a plus d'un siècle. C'est le temps qu'il a fallu pour qu'on installe le mensonge sur les virus dans les années 20 et 30 ; cela s'est ensuite imposé avec toutes les vaccinations farfelues. C'est comme ça.

Et si nous sommes réellement dans une situation où des forces politiques décisives en Allemagne empêchent effectivement - je parle du parti de base - que la question du virus soit directement discutée de manière raisonnable et ciblée et qu'on reconnaisse même ce qui se cache derrière, tant que nous aurons le problème que dans l'autre grand parti d'opposition en Allemagne, l'AfD, on ne parle effectivement pas du fait que nous devons parler du système financier et monétaire et c'est décidé, des membres haut placés l'ont décidé « Nous ne le ferons pas ! », cela garantit - il y a un tampon dessus - que rien ne changera. Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons. Peut-être que ça coûtera la vie de nombreuses personnes vaccinées. Peut-être que ça coûtera la vie de nombreuses victimes de la guerre, qui mourront dans le cadre d'un conflit majeur en Europe. Ce serait épouvantable. Je dis en guise de dernière phrase et je vous remercie de me permettre de dire tout cela : Poutine a expliqué ce qu'était la doctrine en Russie depuis 2000 : si la Russie est mise au pied du mur avec des armes conventionnelles, il y aura une guerre nucléaire, car la Russie doit commencer.

Lorsque je me suis assis avec Egon Bahr, peu avant sa mort, je lui ai dit ceci : Poutine est prêt à utiliser des armes nucléaires pour la Crimée, s'il ne peut plus faire autrement. Et alors, il n'y aura plus de gagnants dans le monde entier, seulement des perdants. Voilà la situation, elle est épouvantable, et c'est pourquoi nous ne travaillons pas ici contre la guerre - nous travaillons contre la guerre nucléaire ! Car l'OTAN est bien supérieure à la Russie sur le plan conventionnel, même si tout le matériel n'est pas en Europe. Ce matériel est ensuite acheminé par avion au fil des années. Si cela démarre par une guerre conventionnelle, nous devons effectivement nous attendre à voir la mort à travers une guerre nucléaire, et ce sera clairement visible pour tous.

Stefan Magnet : Merci, Monsieur Hörstel, pour cette analyse détaillée. Notre prochaine interview, je suppose, remontera également 110 ans en arrière. Nous parlerons alors également de la création de la FED et de l'ensemble du système monétaire. Les choses doivent être révélées maintenant, c'est le moment. Merci d'avoir pris le temps de le faire.

Merci, chers téléspectateurs, d'être restés à l'écoute. Nous avons évoqué beaucoup de choses difficiles aujourd'hui. Monsieur Hörstel, je vous souhaite bonne chance.
Christoph Hörstel : Merci à vous aussi, Monsieur Magnet. Je ne peux que vous souhaiter bonne chance en Autriche. C'est un excellent travail que vous faites, il est de grande valeur. Ne vous découragez jamais, s'il vous plaît. Je conseille aux donateurs de faire quelque chose pour soutenir AUF1, car elle ne peut pas fonctionner sans soutien. C'est devenu un média très important, c'est pourquoi nous croisons les doigts et remercions Vienne.
Stefan Magnet : Merci Monsieur Hörstel, bonne chance. Bonne chance à vous aussi, chers téléspectateurs, merci d'être restés avec nous ; à la prochaine fois sur AUF1.

de ts

Sources:

Christoph Hörstel: Globale Mächte haben den Krieg in der Ukraine herbeigeführt!
24.2.2022 <https://auf1.tv/stefan-magnet-auf1/christoph-hoerstel-globale-maechte-haben-den-krieg-in-der-ukraine-herbeigefuehrt/>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#ChristophHoerstel-fr - Christoph Hörstel - www.kla.tv/ChristophHoerstel-fr

#Russie - www.kla.tv/Russie

#Ukraine-fr - Ukraine - www.kla.tv/Ukraine-fr

#ConflitUkrainien - Conflit ukrainien - www.kla.tv/ConflitUkrainien

#Interviews-fr - Interviews - www.kla.tv/Interviews-fr

#Auf1-fr - Auf1 - www.kla.tv/Auf1-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.